

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

MDE 13/032/2005 – ÉFAI

Informations complémentaires sur l'AU 109/05 (MDE 13/020/2005 du 6 mai 2005)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## ARRESTATION ARBITRAIRE CRAINTES DE TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

IRAN

Yousuf Azizi Bani Toruf (h), écrivain et journaliste

Londres, le 4 juillet 2005

L'écrivain et journaliste Yousuf Azizi Bani Toruf aurait été libéré le 28 juin, après s'être acquitté d'une caution de 25 000 dollars (environ 21 000 euros). On ignore s'il sera jugé ou non, étant donné qu'aucune charge n'a encore été retenue contre lui.

Yousuf Azizi Bani Toruf a été arrêté le 25 avril à son retour d'une conférence de presse, au cours de laquelle il avait condamné la violente répression, par les forces de sécurité, des manifestations antigouvernementales organisées dans la province du Khuzestan. Selon des informations recueillies récemment, l'état de santé de cet homme s'était détérioré durant sa garde à vue, peut-être à cause de mauvais traitements qui lui auraient été infligés lors de l'interrogatoire.

Yousuf Azizi Bani Toruf appartient à *Kanoun-e Nevisandigan*, une association d'écrivains. Il est l'auteur d'ouvrages en persan et en arabe et a signé plusieurs articles parus dans la presse iranienne. Il a été journaliste pour le quotidien *Hamchahri* (Concitoyen) pendant douze ans.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les manifestations qui ont eu lieu dans la province du Khuzestan ont commencé le 15 avril dans la ville d'Ahvaz, à la suite de rumeurs concernant une lettre. Celle-ci aurait été écrite en 1999 par un conseiller du président Khatami, et présentait des mesures visant à réduire la population arabe dans la province du Khuzestan, notamment en réinstallant des Arabes de cette province dans d'autres régions du pays, en faisant venir au Khuzestan des personnes n'appartenant pas à l'ethnie arabe, et en remplaçant les noms de lieu arabes par des noms persans. Des membres du gouvernement, dont l'auteur supposé de la lettre, ont soutenu qu'il s'agissait d'un faux. Les responsables de l'application des lois ont manifestement recouru à la force de manière abusive pour disperser les manifestants. Le gouvernement et le Parlement auraient ouvert une enquête sur les heurts qui se sont produits, mais il semble que ces investigations ne prennent pas suffisamment d'éléments en compte, et qu'elles manquent d'impartialité.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes.  
Amnesty International continuera à surveiller la situation et interviendra de nouveau si nécessaire.  
Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*